

2.1 Environnement

En 2008, les surfaces artificialisées occupent 8,7 % du territoire et progressent de manière continue, traduisant la poussée de l'urbanisation. Zones industrielles ou commerciales, tissu urbain discontinu et infrastructure de transport s'accroissent depuis 1990, consommant beaucoup d'espace et fragmentant les milieux. La construction des maisons individuelles est le principal moteur de l'artificialisation des milieux agricoles et forestiers, bien plus que l'extension des routes, des terrains de sport et de l'habitat collectif. Malgré ce phénomène continu défavorable à la biodiversité, le territoire français garde son caractère rural, plus de la moitié restant tournée vers l'agriculture et le quart vers la production forestière.

Riche de quatre régions biogéographiques, avec 61 % des habitats et 300 espèces d'intérêt communautaire, la France a une grande responsabilité dans la construction du **réseau européen Natura 2000**. La localisation des sites se concentre avant tout sur les territoires pour lesquels la biodiversité est particulièrement riche et remarquable, tels que les zones de montagne, le littoral et la zone méditerranéenne. Une commune sur quatre, 58 % des communes littorales et 35 % des communes de montagne et haute montagne sont dites « Natura 2000 », c'est-à-dire ont plus de 5 % de leur territoire concerné. La part des espaces boisés et des prairies permanentes y est en moyenne plus élevée que sur le reste du territoire, les productions ovines y sont davantage développées.

En 2007, les activités de protection de l'environnement génèrent une dépense estimée à 41,2 milliards d'euros, soit 2,2 % du produit intérieur brut (PIB). La dépense en capital progresse moins vite que les dépenses courantes. Les entreprises financent la dépense à hauteur de 15,4 milliards d'euros, ce qui représente une progression de 3,8 % par rapport à 2006. Les administrations publiques financent 14,1 milliards d'euros, soit 34 % de la dépense. La dépense des ménages s'élève à 11,8 milliards d'euros. Elle progresse au même rythme que leur consommation finale. La dépense de gestion des ressources complète la **dépense de protection de l'environnement** (DPE). Elle représente 13,6 milliards d'euros en 2007. Elle ne progresse que de 1,8 %. L'assainissement des eaux usées et la gestion des déchets représentent les deux tiers de la dépense totale. Le domaine de la gestion des eaux usées concentre presque la moitié des investissements en 2007.

En 2007, chaque européen a engendré 522 kilos de déchets municipaux. Le volume de ces déchets, des déchets générés essentiellement par les ménages, varie de 294 kg par habitant en République tchèque à 801 kg au Danemark ! Les champions du recyclage sont l'Allemagne, la Belgique, la Suède, l'Estonie et l'Irlande, et ceux du compostage sont l'Autriche, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas. ■

Définitions

Dépense de protection de l'environnement : effort financier que consacrent les différents agents à la prévention, la réduction ou la suppression des dégradations de l'environnement.

Parc national : territoire classé par décret en Conseil d'État pour l'intérêt de la conservation de son milieu naturel et pour le préserver. Il comporte généralement une zone centrale strictement protégée et une zone périphérique davantage consacrée au développement culturel, social et économique du territoire.

Réserve naturelle : territoire classé lorsque la conservation du milieu naturel (faune, flore, eaux, sol...) présente une importance particulière et qu'il convient de le soustraire à toute intervention artificielle susceptible de le dégrader.

Convention de Ramsar (zones humides), réseau Natura 2000 (zones désignées par les États membres pour répondre aux directives européennes oiseaux et habitats) : voir rubrique « définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « Forêts et prairies abondent dans le réseau Natura 2000 », *le point sur* n° 21, SOeS, juillet 2009.
- « Une demi-tonne de déchets municipaux générés par personne dans l'UE27 en 2007 », *communiqué de presse* n° 31, Eurostat, mars 2009.
- « 10 indicateurs clés de l'environnement », *Repères*, SOeS, mars 2009.
- « L'économie de l'environnement en 2007 », rapport de la commission des comptes et de l'économie de l'environnement, édition 2009.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr, rubrique Publications et services\Collections nationales\Insee Références

Occupation physique du territoire

en milliers d'hectares

	1990	2000	2008
Sols bâtis	858	825	814
Sols revêtus ou stabilisés	1 440	1 684	2 282
Autres sols artificialisés	1 077	1 577	1 663
Sols cultivés	22 866	19 268	18 760
Sols boisés	15 554	16 833	17 006
Landes, friches, maquis, garrigues	2 603	2 320	2 901
Surfaces toujours en herbe	8 552	10 462	9 584
Sols nus naturels	895	849	967
Zones sous les eaux	934	976	821
Zones interstitielles	140	125	122
Total	54 919	54 919	54 919
dont surfaces artificialisées (en %)	6,1	7,4	8,7

Note : les évolutions sont à étudier avec précaution car les enquêtes successives présentent des ruptures de série.

Champ : France métropolitaine.

Source : SSP, enquêtes Teruti et Teruti-Lucas.

Espaces protégés et gérés en 2007

Types d'espace	Nombre	Surface totale en km ²	dont surface en mer
Arrêtés préf. de protection de biotope	672	1 627	16
Zones humides (Convention de Ramsar)	24	9 652	1 415
Réserves de biosphère ¹	9	5 379	360
Sites Natura 2000 ²	1 705	75 042	6 964
dont : ZPS (directive "Oiseaux") ²	371	45 989	3 291
SIC (directive "Habitats") ²	1 334	52 067	6 032
Parcs nationaux	9	48 558	14
dont cœurs de parc	9	24 942	13
Réserves naturelles nationales	153	4 746	450
Réserves naturelles de Corse	6	838	805
Réserves naturelles régionales ³	153	180	0
Rés. nationales de chasse et de faune sauv.	8	287	///
Rés. biologiques domaniales ou forestières	197	1 559	///
Parcs naturels régionaux (PNR)	45	71 652	20
Parc naturel marin	1	3 428	3 428

1. Zone centrale et zone tampon.

2. Situation en France métropolitaine en juin 2007. ZPS : zones de protection spéciale ; SIC : propositions de sites d'intérêt communautaire.

3. Situation en décembre 2007.

Champ : y compris Saint-Martin et Saint-Barthélemy.

Source : SOeS.

Espèces menacées ou protégées en 2005

	Espèces menacées		Espèces en régression	Espèces protégées ¹
	en danger	vulnérables		
Mammifères	9	14	20	68
Oiseaux	20	52	60	364
Reptiles	2	4	16	39
Amphibiens	3	8	13	33
Poissons et cyclostomes	7	25	28	20
Total Vertébrés	41	103	137	524
Insectes	77	18	...	106
Crustacés	1	2	...	3
Mollusques	3	9	...	60
Echinodermes	1	0	...	1
Total Invertébrés	82	29	...	170
Plantes	97	290	261	429

1. Au niveau national.

Champ : France métropolitaine.

Source : Muséum national d'histoire naturelle.

Dépenses liées à l'environnement

en millions d'euros

	2000	2005	2007(p)
Air	1 627	2 108	2 554
Eaux usées	9 868	11 807	12 903
Déchets	9 147	11 411	12 833
Nettoyage des rues	977	1 386	1 487
Sols, eaux souterraines et de surface	929	1 503	1 847
Bruit	1 168	1 675	1 707
Biodiversité et paysages	1 264	1 521	1 543
Déchets radioactifs	570	693	704
Recherche et développement	2 194	2 833	2 644
Administration générale	1 617	2 521	3 025
Protection de l'environnement	29 363	37 458	41 246
Poids dans le PIB (en %)	2,04	2,17	2,18
Adduction en eau potable	6 750	8 263	8 783
Récupération	3 406	4 620	4 828
Espaces verts urbains	2 124	3 220	3 548
Dépenses liées à l'environnement	41 642	53 561	58 405
Poids dans le PIB (en %)	2,89	3,10	3,09

Source : SOeS.

Ressources naturelles dans l'Union européenne

	Prélèvement annuel d'eau douce en m ³ par habitant ¹		Consommation d'engrais en milliers de tonnes d'ingrédient actif		Déchets municipaux générés en kg par habitant	
	2000	2007	2000	2008	2000	2007
Allemagne	462	431	2 743	2 522	(e) 643	(e) 564
Autriche	460	...	216	203	581	597
Belgique ²	736	612	291	285	(e) 474	(e) 492
Bulgarie	749	805	152	148	516	468
Chypre	271	268	14	14	680	754
Danemark	136	126	349	306	665	(e) 801
Espagne	926	772	2 149	1 939	662	(e) 588
Estonie	1 072	320	35	56	440	(e) 536
Finlande	451	...	299	265	503	507
France	556	517	4 145	3 823	516	(e) 541
Grèce	910	854	456	324	408	448
Hongrie	1 847	1 784	417	448	445	456
Irlande	...	169	599	503	603	788
Italie	...	...	1 732	1 380	509	550
Lettonie	119	93	50	118	(e) 270	377
Lituanie	1 019	670	153	252	363	400
Luxembourg ²	142	...	...	...	658	(e) 694
Malte	49	34	1	...	535	652
Pays-Bas	558	599	418	343	616	630
Pologne	317	...	1 584	2 011	316	(e) 322
Portugal	...	103	219	152	472	(e) 472
Rép. tchèque	187	191	331	378	334	294
Roumanie	355	275	304	332	363	(e) 379
Royaume-Uni	...	...	1 764	1 611	578	572
Slovaquie	217	128	118	130	254	309
Slovénie	161	465	76	90	(e) 513	441
Suède	303	289	282	265	428	518
UE à 27	...	...	...	17 898	524	522

1. Données en 1999 pour l'Autriche, la Finlande, le Luxembourg, la Pologne et la Slovaquie et en 2001 pour l'Allemagne et les Pays-Bas au lieu de 2000. Données en 2004 pour l'Allemagne, le Danemark, l'Estonie, en 2005 pour la Belgique et le Portugal et en 2006 pour l'Espagne, la France, la Hongrie et les pays-Bas au lieu de 2007.

2. Les données sur la consommation d'engrais en Belgique et au Luxembourg ne sont pas disponibles séparément.

Source : Eurostat.